



Revue LES TISONS

Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)



Revue indexée par

ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524

Revue LES TISONS - N° 0002 - Décembre 2024

Revue LES TISONS



Revue LES TISONS

Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)



Revue indexée par

ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524

Revue LES TISONS - N° 0002 - Décembre 2024

Revue LES TISONS, N°0002 – décembre 2024

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

<http://www.revuelestisons.bf>

revuelestisons.ujkz@gmail.com

lestisons@revuelestisons.bf

e-ISSN: 2756-7532

p-ISSN: 2756-7534

S/C Université Joseph KI-ZERBO
BV 30053 OUAGA 1200 Logements
10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso

Numéros déjà parus

Revue LES TISONS, No 0000, Vol.1 et 2, décembre 2023
Revue LES TISONS, Numéro spécial, Vol.1 et 2, janvier 2024
Revue LES TISONS, No 0001, juin 2024

Communication digitale et développement local : comment rendre la participation plus inclusive à l'ère du numérique ?

Digital communication and local development: how to make participation more inclusive in the digital age?

Soumission : 25 /07/2024 - Acceptation : 19/09/2024

MISSEHOUNGBE Pierre-Paul

Laboratoire d'Études et de Recherche en
Communication, Bouaké (Côte d'Ivoire)

petruspaolus@yahoo.fr

Résumé : Le développement local et participatif est à la fois une méthode de travail et un objectif stratégique. Dans le cadre de la mobilisation pour un projet de développement, l'adhésion et la participation de tous les acteurs impliqués requièrent le dialogue, l'échange, la concertation et leur engagement articulés dans une stratégie de communication appropriée. Cette étude vise à montrer que la communication est l'épine dorsale des projets de développement. Leur réussite nécessite la participation de tous les acteurs. Mais comment rendre cette participation plus inclusive à l'ère du numérique ? Dans le cadre de la mobilisation pour un projet de développement, les usages des TIC sont axés sur l'accès à l'information et à la formation nécessaires à la participation de tous les acteurs et à la prise de décisions en vue de la réussite du projet. Les causes des échecs des projets de développement résident donc dans l'improvisation, la mauvaise communication, la mentalité des acteurs et/ou des bénéficiaires, la non adhésion de ceux-ci et l'inadéquation entre leurs besoins réels et les projets miroités. A l'ère du numérique, la participation des acteurs impliqués dans un projet de développement est inclusive à condition que la fracture numérique soit minimisée et que la mobilisation atteigne tous les acteurs pressentis quels que soient leur situation géographique, leur pouvoir d'achat, leur niveau d'instruction, le degré de leur appropriation des TIC.

Mots-clés : Développement local, Communication digitale, Adhésion, Participation inclusive, Appropriation.

Abstract: *Local and participative development is both a working method and a strategic objective. As part of the mobilization for a development project, the membership*

and participation of all the actors involved require dialogue, exchange, consultation and their commitment articulated in an appropriate communication strategy. This study aims to show that communication is the backbone of development projects. Their success requires the participation of all actors. But how to make this participation more inclusive in the digital age? As part of the mobilization for a development project, ICT uses focus on access to information and training necessary for the participation of all actors and decision -making for the success of the project. The causes of the failures of development projects therefore reside in improvisation, poor communication, mentality of actors and/or beneficiaries, the non-adherence of these and the inadequacy between their real needs and mirrors. In the digital age, the participation of the actors involved in a development project is inclusive provided that the digital divide is minimized and that the mobilization reaches all the actors forebode regardless of their geographic location, their purchasing power, their level of education, the degree of their ICT appropriation.

Keywords : *Local development, Digital communication, Adhesion, Inclusive participation, Appropriation.*

Pour citer cet article

MISSEHOUNGBE Pierre-Paul, 2024, « Communication digitale et développement local : comment rendre la participation plus inclusive à l'ère du numérique ? », *Revue LES TISSONS*, No0002, Décembre, p. 431-447.

Introduction

Le développement local et participatif cherche à associer tous les acteurs à l'identification des besoins, à la conception et à la réalisation du projet, non comme simples sources d'informations mais comme acteurs dudit projet. Non seulement ils sont associés à toutes les étapes de l'élaboration du projet, à son déroulement et à son évaluation, mais c'est à partir des échanges que des plans d'action seront dégagés pour améliorer les résultats obtenus. La vision privilégiée dans cette étude rejoint celle de Jacques DIOUF (1994) pour qui :

La communication (...) permet (...) aux planificateurs, dès l'étape de l'identification et de la formulation des programmes de développement, de dialoguer avec la population afin de connaître et de prendre en compte ses besoins, ses attitudes et son savoir.

C'est à travers la communication que les bénéficiaires des projets de développement en deviendront les principaux acteurs et assureront leur réussite.

Mais comment rendre cette participation des acteurs plus inclusive à l'ère du numérique ? La participation inclusive exige à toutes les étapes de mise en œuvre de l'élaboration des projets la collaboration entre acteurs de développement et bénéficiaires : de la conception aux résultats, en passant par leur mise en œuvre effective. Les usages des TIC se révèlent nécessaires au suivi et à la pérennité des projets déjà réalisés pour faciliter la vulgarisation des résultats.

1. Notion de développement

La notion de développement est vaste et parfois ambiguë parce que difficile à cerner. Elle est souvent contextualisée, et il serait maladroit de lui donner un sens unique et universellement acceptable. Les pays du Nord n'ont pas la même conception du développement que ceux du Sud. Qui est développé et qui ne l'est pas ? A partir de quels indicateurs universellement admis peut-on dire qu'un pays est développé ou sous-développé ? A quoi reconnaît-on un pays développé ? Qui est habilité à en fixer les normes et les critères ?

Le débat autour de cette notion polysémique est loin d'être tranché, dans la mesure où chaque auteur tente de lui donner un contenu soit pragmatique, soit philosophique, soit idéologique soit tout simplement subjectif. Abordant la problématique des modèles de développement en Afrique noire, Roger Camille ABOLLOU (2008) estime que :

Le développement, en tant que passage d'un état A à un état B, s'est constitué historiquement en intégrant plusieurs apports disciplinaires : économique, sociologique, géographique, etc. La réévaluation critique des travaux y afférents semble mettre au jour les continuités et ruptures intellectuelles de même que l'éthique d'élaboration des connaissances développementalistes.

Pour Roger Camille ABOLOU, le développement est un processus intégrant plusieurs aspects de la vie des populations. Aucun modèle de développement ne peut être concluant en occultant l'un ou l'autre des aspects susmentionnés. Les modèles sont d'autant plus intégrés que la notion a plusieurs ramifications. Selon le contexte, le développement peut être économique, social, humain ou humanitaire, intégral ou durable. Les chercheurs en sciences sociales s'intéressent au développement local ou à la base, au développement participatif, au développement endogène. Si le développement social vise la satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme, le développement économique se focalise surtout sur la croissance tandis que le développement durable améliore le présent sans compromettre l'avenir, tout en préservant l'environnement. Selon Jean-Paul LAFRANCE et al (2006) :

Le concept du développement est un héritage du positivisme « longtemps (...) perçu comme une évidence, une aspiration universelle, le bonheur de tous pouvant être assuré par le progrès et la croissance sans limite de la production de biens et services.

À quoi servirait un processus de développement qui occulterait la dimension humaine ? Il aboutirait à un progrès ou à une croissance sauvage.

En insistant sur sa vision panafricaine du développement, Joseph KI-ZERBO (2008), historien et homme politique burkinabè, battra en brèche le caractère sauvage du développement à travers sa célèbre devise : « On ne développe pas, on se développe ». Loin d'être un simple slogan, cette devise véhicule non seulement une idée mais elle vise aussi à soutenir toutes les actions susceptibles de faire sortir l'homme de la misère. Mieux, elle consacre le lien légitime devant exister entre le développement social et le développement économique. Cependant, l'apport de la communication n'est pas explicité dans cet ouvrage de KI-ZERBO. Or sans elle, la solidarité entre les pays africains sur laquelle il s'appuie serait une illusion. Il convient donc avant tout, d'identifier avec les populations leurs besoins, leurs centres d'intérêts et d'envisager des actions communes en s'appuyant sur les forces et les moyens disponibles par le biais d'une stratégie de communication adaptée. Il faut ensuite que les

populations acceptent l'initiative et s'engagent à la concrétiser avec dévouement, détermination et enthousiasme. Des concertations et la capacité de mobilisation d'énergie et d'organisation doivent traduire l'adhésion totale et l'implication entière des populations.

Le développement à la base vise les besoins fondamentaux et les commodités de première nécessité, tout en interpellant les populations par rapport à leur capacité de mobilisation et d'organisation. Ce développement n'exige pas de grands moyens ; il n'est pas non plus onéreux, mais il se fonde sur l'implication directe des populations dans la mobilisation et le développement des ressources naturelles de leur milieu de vie. L'autosuffisance alimentaire et l'auto-prise en charge des populations, en l'occurrence les plus défavorisées, représentent un objectif stratégique, puisqu'elles visent la création de richesses à partir des ressources disponibles.

2. Développement participatif et communication

Le développement participatif est axé sur l'engagement communautaire pour que les populations impliquées dans un projet de développement aient accès à l'information et à la formation nécessaires pour participer aux décisions concernant leurs projets de développement. Ici encore le recours à une bonne communication semble s'imposer. Pour Jacques DIOUF (1994) :

La communication (...) permet (...) aux planificateurs, dès l'étape de l'identification et de la formulation des programmes de développement, de dialoguer avec la population afin de connaître et de prendre en compte ses besoins, ses attitudes et son savoir. C'est à travers la communication que les bénéficiaires des projets de développement en deviendront les principaux acteurs et assureront leur réussite ».

Il s'agit d'associer les populations à l'identification des besoins, à la conception et à la réalisation du projet, non pas comme simples sources d'informations mais comme acteurs dudit projet. Dans sa réflexion, Jacques DIOUF (1994) suggère aux décideurs, aux entreprises, aux administrateurs de programme qui veulent se servir

de la communication pour susciter des changements de comportement « une démarche systématique de communication avec la population pour connaître ses opinions, ses potentialités et ses besoins, avant même d'esquisser un programme de développement ». Dans une étude intitulée *La communication pour le développement rural, instruction et directives à l'intention des planificateurs du développement et des élaborateurs de projets*, la FAO (1989) recommande que « les conceptions de projets tiennent vraiment compte des idées et des capacités des personnes qui doivent en bénéficier ».

Ce qui est important dans cette recommandation, c'est la prise en compte des réalités de la population. Il n'y a donc pas de développement réel s'il n'y a pas de communication entre les initiateurs d'un projet et ses bénéficiaires. Ce rapport entre la communication et le développement a permis à la FAO de faire dans cette même étude des recommandations qui s'inspirent du rôle que doit jouer la communication dans le développement rural en Afrique. Mais elle n'en explicite pas la stratégie. Ces recommandations ne peuvent alors améliorer la participation des populations encore moins susciter le changement de leur comportement.

Kofi ANNAN (1997) s'attèle au contraire à établir un lien intrinsèque entre l'information, la connaissance, la démocratie et le développement. Pour lui, "Si l'information et les connaissances sont un élément central de la démocratie, elles sont les conditions du développement." Nous admettons avec lui que l'information et les connaissances sont les socles du développement. Il nous faut alors donner un contenu au développement qui les prend en compte :

Pour les économistes et les spécialistes des sciences sociales, le développement se mesure au moyen d'indices abstraits tels que le produit national brut, le revenu par habitant et l'espérance de vie. En revanche, consciemment ou non, l'individu moyen évalue le développement d'un pays d'après les moyens de défense dont ce pays s'est doté pour combattre les ennemis héréditaires de l'homme : la faim, l'ignorance et la maladie (Francis J. BERRIGAN, 1977).

Le développement participatif est à la fois une méthode de travail et un objectif stratégique : une méthode de travail en ce sens qu'elle permet d'identifier les ressources naturelles et de les exploiter en comptant sur les forces en présence. Il s'agit de répertorier les produits d'une région donnée et de mobiliser les forces disponibles pour leur exploitation tout en tenant compte des facteurs climatiques et des besoins élémentaires des populations de ladite région. Le développement participatif, vise les besoins fondamentaux et les commodités de première nécessité tout en interpellant les populations par rapport à leur capacité de mobilisation et d'organisation.

Ce développement n'exige pas de grands moyens ; il n'est pas non plus onéreux mais il se fonde sur l'implication directe des populations dans la mobilisation et le développement des ressources naturelles de leur milieu de vie. L'autosuffisance alimentaire et l'auto-prise en charge des populations, en l'occurrence les plus défavorisées, représentent un objectif stratégique, puisqu'elles visent la création de richesses à partir des ressources disponibles.

Le développement à la base et le développement participatif sont intrinsèquement liés. Ces deux notions traduisent la même réalité et se donnent comme finalité, la solidarité et la lutte contre la pauvreté qui s'appuient sur l'exploitation harmonieuse des ressources disponibles. Joseph KI-ZERBO (2003-2004) s'oppose, lui aussi, à tout développement qui ne tiendrait pas compte des réalités des populations : « Ce qu'on appelle le développement, l'auto-développement des Pays du Nord en conformité avec les réalités, les intérêts et les valeurs de ces pays ».

Il s'attèle à montrer dans le même ouvrage que la finalité du développement, c'est de mener une vie décente : « L'objectif du développement vise à donner aux uns et aux autres le minimum nécessaire pour que les gens ne meurent pas de faim et ne tombent pas dans la misère, devenant ainsi inutiles à eux-mêmes et à la collectivité ». Joseph KI-ZERBO (ibidem). Il fustige les modèles de développement conçus exprès pour exploiter les pays africains tout en précisant que le développement dont a besoin l'Afrique est :

Un développement qui ne serait pas au service d'autrui. Au lieu de la croissance arithmétique et statistique seulement, il faudrait un processus de progrès auto-entretenu. Les arbres de la

croissance ne doivent pas nous cacher la forêt du développement.

L'apport de la communication n'est pas explicité dans cet ouvrage de KI-ZERBO. Or sans elle, la solidarité entre les populations et les pays africains sur laquelle il s'appuie serait une illusion. Il convient donc avant tout, d'identifier avec les populations leurs besoins, leurs centres d'intérêts et envisager des actions communes en s'appuyant sur les forces et les moyens disponibles par le biais d'une stratégie de communication adaptée. Il faut ensuite que les populations acceptent l'initiative et s'engagent à la concrétiser avec dévouement, détermination et enthousiasme.

La concertation, la capacité de mobilisation d'énergie et d'organisation doivent traduire l'adhésion totale et l'implication entière des populations. La réussite du projet suppose donc un climat de dialogue, de concertation, d'échanges d'informations et un suivi rigoureux avec des bilans à mi-parcours. Le développement à la base n'est possible que lorsque la population se prend en charge et devient acteur de son propre développement. Ce type de développement fait abstraction de toute contrainte directe ou indirecte ou de tout mécanisme de manipulation venant d'ailleurs.

Ainsi, une politique d'intégration des communautés villageoises fait-elle partie de la promotion du développement à la base. Pour Giuseppe ZAMPAGLIONE (2008), chargé d'opérations et responsable du Projet à la Banque mondiale :

La réduction de la pauvreté exige que l'on s'attaque également aux principaux problèmes de développement à la base, c'est-à-dire qu'il faut pouvoir satisfaire les besoins prioritaires qui ont été identifiés par les communautés pauvres elles-mêmes pour avoir plus d'impact.

Les informations touchant la promotion du développement à la base auront un impact bien plus fort si elles peuvent s'appuyer sur une stratégie de communication adaptée. Son importance sautera aux yeux dès lors que les populations comprendront qu'en communiquant, ils profiteront davantage de leurs propres efforts. Et comment la satisfaction des besoins prioritaires peut être possible si

les populations ne sont pas suffisamment informées des enjeux du développement à la base ?

Les informations liées à ce type de développement doivent être synchronisées avec les ressources naturelles disponibles. Et si les informations fournies peuvent éclairer, motiver et guider, elles sont incapables à elles seules de déclencher l'action et de promouvoir effectivement le développement à la base. Pour convaincre les populations d'adopter une pratique aussi communautaire que l'est la promotion du développement à la base, aucune stratégie ne saurait tenir lieu de communication interpersonnelle et de la mise sur pied d'un projet de développement à caractère communautaire soutenu par l'État.

Cette initiative a déjà fait ses preuves au Togo où le Gouvernement a proposé aux populations un projet Pilote de Développement Communautaire (PDC). Il permet aux populations de se prendre en charge à travers des activités génératrices de revenus. Pour Victoire TOMEGA-H-DOGBE (2012), ministre togolais du Développement à la base « Le PDC...doit contribuer à réduire la pauvreté en milieu urbain et périurbain en impliquant les populations à la base sur le modèle de ce qui est fait depuis plusieurs années en zone rurale ». Cette innovation montre que l'État veut accompagner toute initiative qui permet aux populations de se prendre en charge pour assurer leur propre développement. Mais selon l'article de Véronique SANE et al, (2010) intitulé Stratégie de développement à la base : la recette japonaise trois principes importants commandent une telle intégration : la disponibilité des ressources naturelles, l'effort d'adaptation et l'esprit de créativité des populations.

Le recours à ces trois principes permet de regrouper des activités telles que la formation, l'identification des besoins, le suivi et l'évaluation du projet communautaire. Si le développement participatif s'appuie sur l'implication de toutes les énergies humaines disponibles pour atteindre ses objectifs, la communication pour le développement en est le moteur et le principe vital.

La communication pour le développement implique la participation effective des bénéficiaires du projet de développement entrepris. L'objectif du développement étant de renforcer les capacités des populations à prendre en charge leur propre

développement, ce concept exige des populations une implication directe dans la réalisation du projet depuis sa conception jusqu'à l'évaluation des résultats en passant bien entendu par l'exécution. Si la communication pour le développement est le moyen le plus approprié pour atteindre les objectifs du développement, le changement de comportement en est la finalité. Sans celui-ci, la communication pour le développement ne pourra pas atteindre ses objectifs :

La communication pour le développement est un processus social fondé sur le dialogue qui utilise un large éventail d'outils et de méthodes. ComDév consiste à rechercher le changement à divers niveaux, y compris l'écoute, l'établissement de relations de confiance, le partage des connaissances et de compétences, l'élaboration des politiques, le débat et l'apprentissage pour un changement durable et significatif » (ibidem).

Il s'agit essentiellement de fournir l'information nécessaire au bien-être des populations et d'utiliser des techniques appropriées pouvant déboucher sur le changement social. Certes, l'information n'est pas une solution pouvant résoudre tous les problèmes liés au développement mais elle est déterminante dans tout processus de développement.

3. Communication holistique : un préalable au développement

Le terme holistique vient du grec « *bólos* » qui signifie « entier ». La communication holistique est donc l'art de considérer l'être humain dans sa globalité au cœur de toute communication. Cela est d'autant plus important que c'est l'homme dans sa globalité qui est visé dans la conception et dans la diffusion d'une communication. Pour bien communiquer, il faut connaître sa cible, son comportement et ses réactions. De telles dispositions favorisent une communication plus adaptée et plus opérationnelle.

L'approche holistique de la communication prend en compte le contexte. Il s'agit de considérer comme un interlocuteur respectable et dans les moindres détails. Cette approche se révèle d'autant plus évidente à l'ère du numérique que l'accent est mis sur l'interaction et l'intercommunication. Autrement dit, en communiquant, il faut

pouvoir tenir compte de l'avis de l'interlocuteur à qui l'on peut répondre directement par le même canal. Les réseaux sociaux s'inscrivent d'emblée dans la dynamique de la communication holistique.

En analysant les exigences du développement participatif, nous avons souligné l'importance de la solidarité, de la concertation et du dialogue. Aussi avons-nous recommandé que les populations soient associées à toutes les phases de réalisation du projet de développement dont elles sont les bénéficiaires. C'est dire que le développement exige un esprit d'ouverture et de collaboration et par conséquent un minimum de communication holistique. Et au cœur de cette communication, se trouve la question de l'autre dans sa globalité. Comment est-il perçu, considéré dans son rapport avec son interlocuteur ? Comment les opinions de l'autre sont-elles reçues et perçues dans la communication ?

Le flux d'informations améliore-t-il le taux de compréhension entre les hommes ? En mettant l'accent sur le dialogue et la concertation, nous voulons dépasser les limites de l'information dont le principe se contente d'abreuver son interlocuteur de ses opinions sans tenir compte des siennes. Il y a donc une différence ontologique entre informer et communiquer.

Dominique WOLTON (2009) a abordé cette problématique dans son livre intitulé : *Informer n'est pas communiquer*. Pour lui, l'information existe en soi et ne se préoccupe guère du destinataire. Par contre la communication holistique n'a de sens que par rapport à l'existence et à la reconnaissance de l'autre. Elle exige la reconnaissance de la liberté et de l'égalité des interlocuteurs. Ce qui revient à dire que le récepteur est libre d'accepter ou de rejeter le message transmis par l'émetteur :

L'information, c'est le message. La communication, c'est la relation, autrement dit quelque chose de toujours plus difficile à traiter, parce que deux personnes qui parlent ensemble, non seulement ne sont pas identiques, mais peuvent aussi ne pas se comprendre. On voudrait tous que l'Autre nous ressemble, et on s'aperçoit toujours qu'il est différent de soi (ibidem).

Si pour Dominique WOLTON, la communication a changé de principe en passant de la transmission du message sans possibilité de

discussion à la négociation, c'est que les situations d'égalité et de réciprocité entre les partenaires de la communication ont évolué. C'est en cela que la communication holistique devient pour le développement un instrument incontournable obligeant les différents acteurs à discuter et à échanger.

Le développement, c'est le résultat de l'interaction et de la volonté à s'ouvrir à l'autre. Ce que dénonce Dominique WOLTON (2009), c'est la dévalorisation de la communication au profit de l'information dans les rapports : « Les élites n'ont vu, en général, dans la communication, qu'une menace pour leur statut, et ce dans tous les pays du monde, ce qui explique le petit nombre de théories sur les rapports entre communication et société ». Nous faisons le même constat dans la réalisation des projets de développement. L'État, les ONG et les autres acteurs de développement, ont tendance à minimiser l'importance de la communication et donc du dialogue et de la concertation dans la réalisation des projets de développement.

Le statut et les besoins des bénéficiaires ne sont pas suffisamment pris en compte. A cela il faut ajouter le manque chronique d'ouverture et d'interaction qui nous plonge dans l'univers de l'incommunication. On se focalise beaucoup plus sur l'information que sur la communication. Or, celle-ci ne consiste pas seulement à transmettre un message encore moins à le partager avec son interlocuteur mais à entrer dans une dynamique de négociation d'égal à égal. Dominique WOLTON en déduit que « communiquer, c'est de moins en moins transmettre, rarement partager, le plus souvent négocier et finalement cohabiter. » (Ibidem). Ce qui est en jeu dans la communication holistique, c'est l'ouverture, la reconnaissance du statut du récepteur et la nécessité de reconnaître l'importance des échanges, de la concertation et de la négociation dans la réalisation des projets de développement.

Alors, vu les frontières qu'impose encore la fracture numérique dans les pays du Sud, peut-on arriver à mobiliser les acteurs impliqués quels que soient leur situation géographique, leur niveau d'instruction, leur pouvoir d'achat et le degré de leur appropriation des TIC ?

4. Usages des TIC dans la réalisation d'un projet de développement

La circulation et la fluidité des informations ne sont pas l'apanage des nouveaux moyens ultra modernes. Les médias conventionnels et les contacts physiques constituent toujours des vecteurs par lesquels s'informent les acteurs de développement. Les usages médiatiques, tels que nous le concevons dans cette étude, ne se limitent pas à l'utilisation et à l'appropriation des moyens de communication disponibles, mais ils visent à rendre les acteurs de développement plus réceptifs aux informations diffusées et à améliorer leur niveau de connaissance.

Dans le cadre de la mobilisation pour un projet de développement, les usages des TIC sont axés sur le dialogue, les échanges, la concertation et l'engagement communautaire pour que les populations impliquées dans un projet de développement aient accès à l'information et à la formation nécessaires pour participer aux décisions concernant leurs projets de développement. Notre vision rejoint celle de Jacques DIOUF (1994) pour qui,

La communication (...) permet (...) aux planificateurs, dès l'étape de l'identification et de la formulation des programmes de développement, de dialoguer avec la population afin de connaître et de prendre en compte ses besoins, ses attitudes et son savoir. C'est à travers la communication que les bénéficiaires des projets de développement en deviendront les principaux acteurs et assureront leur réussite.

En Afrique, pour diffuser de manière optimale l'information sur les activités agraires, les médias les plus porteurs sont incontestablement la radio et plus précisément les radios de proximité : « la radio est partout, au moins 75% des foyers des pays en voie de développement ont accès à la radio » (EFA Global Monitoring Report, 2012). Les usages médiatiques ont « révolutionné » les mentalités et bousculé les habitudes de nombre d'auditeurs. Les agriculteurs en tirent profit pour l'amélioration de leur sécurité alimentaire : « Les agriculteurs impliqués dans la création d'émissions de radio consacrées aux entreprises agricoles étaient presque 50% plus enclins à adopter des pratiques agricoles

destinées à améliorer leur sécurité alimentaire que les auditeurs passifs », selon le même rapport.

Dans une de ses déclarations, Jacques DIOUF (1994), le Secrétaire Général de la FAO, suggère aux décideurs, aux entreprises, aux administrateurs de programme qui veulent se servir de la communication pour susciter des changements de comportement « une démarche systématique de communication avec la population pour connaître ses opinions, ses potentialités et ses besoins, avant même d'esquisser un programme de développement » (ibidem).

Lors de la célébration internationale de l'agriculture en 2014, la FAO et l'Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires (AMARC) avaient opté pour la communication et la sécurité alimentaire autour d'une campagne dénommée : Communication et médias communautaires pour l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire (ibidem). C'est dire que les usages des TIC et des autres médias jouent un rôle déterminant dans le développement, quelles qu'en soient la nature et l'orientation. Il s'agit d'un ensemble de pratiques permettant aux acteurs de développement d'exprimer leurs opinions, de partager leurs connaissances et leurs compétences et de s'engager activement dans leur propre développement.

Les usages des TIC peuvent optimiser la capacité de production et les initiatives. Aussi peuvent-ils favoriser le partage des connaissances tout en favorisant les échanges, la visibilité et le dialogue social. L'exploit réalisé en Bolivie par la FAO auprès des agriculteurs met en relief cet impact des usages médiatiques sur les acteurs de développement notamment les agriculteurs : « Plus de 500 agriculteurs familiaux en Bolivie ont participé à des plans de communication à l'échelle locale lancés par la FAO et qui ont permis le partage des technologies agricoles et l'accès à des services consultatifs améliorés » (ibidem).

Nous rappelons qu'il est important de développer les technologies avec l'implication des populations. Point n'est besoin d'insister sur l'immense contribution de ces technologies au développement. Les changements et les progrès apportés par les TIC ont d'importants impacts sur la productivité, qu'elle soit artisanale ou industrielle. De plus en plus, les programmes de

formation insistent sur le développement des technologies adaptées aux conditions agro-écologiques et aux méthodes culturelles locales sans occulter les objectifs et les ambitions des acteurs de développement. C'est une manière d'insister sur une formation plus adaptée aux exigences du développement aujourd'hui, sur la recherche, étape indispensable pour susciter et cultiver l'esprit d'innovation. Chaque acteur de développement doit s'investir dans la recherche favorisée par les technologies pour mieux diagnostiquer et surmonter les maux auxquels il est confronté dans son secteur d'activité.

Mais la technologie ne suffit pas. Elle ne peut pas à elle seule transformer de fond en comble les secteurs d'activité, les habitudes et les méthodes de travail. La machine ne se substituera jamais à l'homme. Elle ne prendra pas des initiatives à sa place ; elle ne peut que l'aider à améliorer sa méthode de travail et sa productivité aux fins de le rendre autonome. Aurèlie Laborde précise que « ...si la diffusion des TIC semble constituer un enjeu majeur pour l'avenir de l'agriculture, elle ne peut en aucun cas s'ériger en solution unique et salvatrice... » (Aurèlie Laborde, 2012).

Nombre d'auteurs ont montré que l'homme est au cœur de son propre développement et qu'il est possible de promouvoir son autonomie en l'amenant à croire en lui-même et à se faire confiance. À ce sujet, Ruth MEENA explique que : « L'autonomisation, c'est la confiance en soi et la détermination qui te pousse à aller de l'avant malgré tous les obstacles » (Ruth MEENA, 2011). L'essentiel, c'est de le mettre en confiance et de l'amener à communiquer avec ses pairs et à faire des recherches approfondies en s'aidant de la technologie dont l'hégémonie doit être canalisée. Comme le soulignent Ineke BUSKENS et Anne Webb, « ...les TIC en elles-mêmes ne favorisent pas l'autonomisation, mais l'utilisation qu'on en fait peut renforcer ou non notre autonomie » (Ineke BUSKENS et Anne Webb, 2011).

Conclusion

La communication apparaît donc comme l'épine dorsale des projets de développement. Elle les accompagne, de la conception aux résultats, en passant par leur mise en œuvre effective. Les usages

des TIC se révèlent nécessaires au suivi et à la pérennité des projets déjà réalisés pour faciliter la vulgarisation des résultats. Les TIC sortent les acteurs de l'ignorance, de l'isolement et garantissent la rentabilité de leurs activités. La fluidité de l'information, le rapprochement des acteurs de développement, la visibilité des activités, leur promotion et l'adoption de nouvelles techniques sont les dimensions recherchées dans les différents usages des TIC.

La communication pour le développement implique donc la participation effective des bénéficiaires du projet de développement entrepris. L'objectif du développement étant de renforcer les capacités des populations à prendre en charge leur propre développement, ce concept exige des populations une implication directe dans la réalisation du projet depuis sa conception jusqu'à l'évaluation des résultats en passant bien entendu par l'exécution.

Le développement requiert plusieurs paramètres reposant sur l'enchaînement d'un certain nombre d'idées et d'actions. Tous ceux qui veulent élever le niveau de vie des populations doivent combattre l'ignorance, l'isolement et l'incommunication. Nous en déduisons que la communication dans la réalisation des projets de développement est d'abord une question de contacts interpersonnels devant s'appuyer sur les TIC.

Références bibliographiques

ABOLOU Roger Camille, 2008, *La bouche qui mange parle : langues, développement et interculturalité en Afrique noire*, *L'anthropologue africain*, Vol 15, nos. 1&2.

AGBOBLI Christian, 2009, *Quelle communication pour quel changement ? Les dessous du changement social*, Presses de l'Université du Québec.

BESSETTE Gérard, 2004, *Communication et participation communautaire, guide pratique de communication participative pour le développement*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.

BERRIGAN Francis, 1977, *Communication sociale en matière de population et de développement*, Paris, UNESCO.

DAMBA Joseph, 2008, *Système de communication traditionnels et développement*, in Alain KIYINDOU (dir), *Communication pour le développement Analyse critique des dispositifs et pratiques professionnels au*

- Congo, Fernelmont, EME et inter Communication, ECHANGES.
- Diouf Jacques, 1994, *La communication pour un développement à dimension humaine*, www.fao.org, consulté le 21 sept 2023.
- KIYINDOU Alain, (éd), 2008, *Communication pour le développement analyse critique des dispositifs et pratiques professionnels au Congo*, EME & InterCommunication, Fernelmont..
- LABORDE Aurélie, 2012, *Équipement et perception des TIC dans les exploitations agricoles aquitaines*, in LABORDE Aurelie (dir), *TIC et Agriculture appropriation des dispositifs numériques et mutations des organisations agricoles*, Paris, l'Harmattan.
- LAFRANCE Jean-Paul, 2006, *Cinquante ans d'histoire de développement international selon trois grands paradigmes de communication* in LAFRANCE Jean-Paul, LAULAN Anne-Marie, DE SOTELO Carmen Rico (dir), *Place et rôle de la communication dans le développement international*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- MBAYE Sanou, 2009, *L'Afrique au secours de l'Afrique*, Paris, Editions de l'Atelier.
- MONDJANNAGNI Alfred, 1994, *La participation populaire au développement en Afrique noire*, Paris : IPD/Karthala.
- KI-ZERBO Joseph., 2003 et 2004, *A quand l'Afrique ? Entretien avec René Holestein*, Edition de l'aube/éditions d'en bas.
- KI-ZERBO Joseph, (sous la direction de), 1992, *La natte des autres pour un développement endogène*, Paris, Karthala.
- KOFI Annan, 1997, « Global Knowledge », www.rdfs.net, 1997, consulté le 21 sept. 2023.
- TOMEGA-H-DOGBE Victoire, 2012, *Le développement à la base s'urbanise*, (en ligne), www.republicoftogo.com, consulté le 20 sept 2016.
- WOLTON Dominique, 2009, *Informé n'est pas communiquer*, CNRS éditions, Paris.
- ZAMPAGLIONE Giuseppe, 2108, *Soutenir le développement à la base, au niveau communautaire*, www.wordpress.com, consulté le 20 sept 2012.
- FAO, 2002, *Guide méthodologique d'élaboration d'une stratégie de communication multimédia*, Rome, 2002.

Table des matières

Partir de l'Ubuntu pour penser l'éducation à la paix en situation d'urgence avec Joseph KI-ZERBO ... OUATTARA Mahama.....	25
La main d'œuvre tchadienne dans la construction du chemin de fer Congo-océan de 1925 à 1934 ... ABAKAR KASSAMBARA Abdoulaye, MEY MAHAMAT Mahamat, OUSMAN ABAKAR Goni	45
Lire la traduction ou la différence : du paratexte au contenu de Born on a Tuesday et Né un mardi ... AKPAOU Tchasse.....	69
Statut socioéconomique, autonomie reproductive et fécondité des adolescentes déplacées internes au Burkina Faso ... ONADJA Yentéma.....	91
La médiathèque municipale de Ouagadougou, une opportunité de lecture pour la jeunesse ... BAKIONO André Ibourpin Négawalzoum	117
Peuplement gurunsi au Moogo précolonial (XV ^e - fin XIX ^e siècles) : causes, itinéraires, établissement et intégration ... OUÉDRAOGO Wendarima Hyacinthe, KONSEIBO Windpouiré Isidore	133
L'Afrique face aux altérités des années de crises : analyse de quelques continuités et discontinuités démographiques du XVI ^e au XXI ^e siècle ... KEITA Fodé Bangaly	159
Quête de stratégies de résilience des femmes lobi, Birifor et Dagara face au nouveau mode de l'orpaillage au sud-ouest du Burkina Faso ... DAH Nonna Anne, SOW Jacqueline, SANON Vincent-Paul, TOE Patrice.....	177
L'agriculture urbaine : un levier multifonctionnel pour le développement des quartiers de la ville de Conakry ... TRAORÉ Maningbè Kaba, DIALLO Sara Baïlo, DIALLO Alpha Issaga Pallé	201
La discussion comme mode d'apprentissage du philosophe ... KABORÉ Calixte	225

Le sens du bonheur comme co-construction d'un dynamisme socio-politique en Afrique ... KONÉ Ibrahim	245
Burkina Faso: Les Wayignan et les Koglweogo comme stratégies face au terrorisme ... IDO Kouaman.....	261
Formes et manifestations d'engagement du sujet dans Le Sens d'un combat de Norbert Zongo ... TOLOGO Guillaume Ballebê.....	277
Le développement des sms vers une mondialisation de la langue française. Exemples des sms ivoiriens et français ... KEI Joachim, KOUASSI Roland Kouakou.....	295
Critique de la communication-vérité de Habermas à la lumière de R. Rorty ... AKOUTOU Sefounema, AKODJETIN Euloge Franck	307
Solidarité autonomisation et engagement associatif : une analyse à partir du cas des personnes en situation de handicap ... N'DA Roseline Gbocho	323
Traumatisme psychique infantile et relation de couple ... ADANSIKOU Kouami, ADZODA Eli-kplim Adzo	337
La laïcité dans le contexte du terrorisme religieux en Afrique ... OUÉDRAOGO Tégawendé Lazard.....	357
Les modalités du faire, /devoir/et/pouvoir/dans Yassoi refusa l'orange mûre de Nianga de Charles NOKAN ... ASSOH Dingny Yannick.....	383
Les pouvoirs publics à la face la prolifération de l'habitat spontané au Burkina Faso (1991-2022) ... YAMBRESSINGA Guilga François de Paule	403
Communication digitale et développement local : comment rendre la participation plus inclusive à l'ère du numérique ? ... MISSEHOUNGBE Pierre-Paul.....	431
Nietzsche ou la fin de la tyrannie des absolus ... SARÉ Sényi	449

Représentations linguistiques des locuteurs du tassawaq résidant à Niamey : entre risque de glottophagie et résilience linguistique ... SEYDOU HANAFIOU Hamidou, MALLAM GARBA Maman	467
Place de l'agroécologie dans la sécurité alimentaire au Burkina Faso: contribution des maraîchers de la commune rurale de Tanghin Dassouri ... GNOUMOU Gaston, HIEN Yorsaon Christophe, FAYAMA Tionyele	503
Investiture coutumière au Núngu : la traditionnalité dans les soubresauts d'une société modern ... LOUARI Yendifimba Dieudonné.....	529
Crise de la COVID-19 et crise de la communication institutionnelle au Burkina Faso ... PARÉ Cyriaque.....	549
Santé sexuelle et reproductive des jeunes hommes au Burkina Faso : caractéristiques et facteurs sociodémographiques associés ... SAWADOGO Nathalie.....	575
Voyages dans l'irréel : Regard croisé des espaces métaphysiques comme objets de narration dans Au Gré du destin de Ansomwin Ignace HIEN et Le Carnaval de la mort de Fidèle ROUAMBA ... BADIÉL Roland.....	603
Performance en mathématiques et perception de compétence des élèves en classe de 4 ^{ème} au Burkina Faso: étude de deux cas illustratifs dans la ville de Koudougou ... SAWADOGO Mahamady Lèga, YOUGBARE Sébastien, BADOLO Leopold Bawala.....	619
Impact des troubles du langage sur le bien-être psychologique et l'intégration sociale des adolescents: Analyse des facteurs de vulnérabilité ... RAMDE Koudraogo Aimé, YOUGBARE Sébastien.....	639
Quand la femme est discourtoise ... OUATTARA Maténé.....	675